

Deux choix seulement?

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Hier soir, nous avons regardé le premier débat télévisé¹ entre deux des candidats à la présidentielle américaine de 2024. L'un d'eux était le 45e président américain, Donald Trump. L'autre était l'actuel président en exercice, Joe Biden. Bien qu'aucun des deux hommes n'ait été officiellement nommé par leurs partis respectifs, ils sont appelés les « candidats présumés » pour les partis républicain et démocrate. La plupart des Américains supposent que l'un ou l'autre de ces deux remportera la Maison Blanche en novembre de cette année.

Les deux hommes portent un bagage considérable et tous deux se heurtent à des obstacles de taille dans leur quête pour gagner le soutien d'une majorité des électeurs américains. . . ou au moins une majorité des voix dans les « états clés » critiques où les votes des électeurs américains détermineront le résultat décisif grâce à la structure quelque peu alambiquée du collège électoral.² Le processus est très différent du nôtre ici au Canada, où nous choisissons, selon un système uninominal majoritaire à un tour, qui sera notre député local et où le parti ayant le plus grand nombre de députés a la possibilité de « former le gouvernement. » Aux États-Unis, les électeurs de chaque État (en votant pour le président de leur choix) élisent les membres du collège électoral et ces membres déterminent le résultat final. Dans certains États, un vote majoritaire pour un candidat signifie que 100 % du soutien de l'État ira à ce candidat. Dans d'autres États, ces votes électoraux seront attribués en fonction du pourcentage réel des voix. Comme je l'ai dit, c'est compliqué.

L'élément important sur lequel je souhaite me concentrer est le fait qu'aux États-Unis, on présume que le prochain président sera soit un républicain, soit un démocrate. Cependant, il existe une disposition qui permet à d'autres candidats de chercher à inscrire leur nom sur le bulletin de vote et – potentiellement – d'être élus à la plus haute fonction du pays. L'un de ces candidats à la présidence est Robert F. Kennedy Jr. Il travaille très dur pour être reconnu comme un candidat légitime et estime qu'il a une chance réaliste de devenir le 47e président des États-Unis s'il a des chances égales de présenter sa cause aux américains. Jusqu'à présent, il n'a pas bénéficié des règles du jeu équitables auxquelles il estime avoir droit. Il n'a pas été invité à participer au premier débat télévisé de CNN et a donc tenu son propre débat en même temps ; il l'a appelé le vrai débat.³ Quoi que vous pensiez du programme de M. Kennedy ou de ses chances de succès en novembre, il faut admirer son courage et sa créativité pour affronter les géants et susciter l'enthousiasme pour sa vision alternative.

Le but de cet article n'est pas de promouvoir RFK Jr. Même si j'apprécie sa franchise, son énergie, sa vision et son intégrité, il n'est pas un champion de la cause pro-vie. Sa colistière à la vice-présidence, Nicole Shanahan, est également partisane du droit à l'avortement pour les femmes, bien qu'elle et Kennedy aient tous deux indiqué qu'ils étaient d'accord avec certaines limites de durée de gestation⁴ qui n'ont pas encore été convenues. Cette position est inacceptable tant pour les démocrates pro-avortement que pour les pro-vie engagés et ce n'est certainement pas une position que je pourrais soutenir. Mais aucun des deux candidats de marque sur la scène de CNN n'a non plus une position de principe sur cette question. Joe Biden soutient l'avortement jusqu'à la naissance, pour quelque raison que ce soit ou sans raison, et Trump a hésité sur scène, affirmant qu'il était d'accord avec la Cour Suprême autorisant l'accès légal aux « pilules abortives » et semblait satisfait qu'en se débarrassant de Roe v. Wade et en retournant la législation sur l'avortement sous la juridiction des législateurs des États, le débat moral sur la question a été mis au repos. Pourtant, des trois,

Trump a la note la plus élevée parmi les pro-vie pour ses déclarations passées sur la protection des vies innocentes et sa participation – en tant que président à la Marche pour la vie à Washington.

Mon point principal, cependant, concerne les présomptions d'une société – et en particulier des médias – selon lesquelles il n'y a que deux choix lorsqu'il existe au moins une alternative évidente et viable. Bobby Kennedy Jr. jouit d'une notoriété, d'un groupe de soutien enthousiaste, a déjà obtenu son nom sur un certain nombre de scrutins d'État, a collecté des dizaines de millions de dollars et a généré des résultats de sondage compris entre 10 et 15 % dans une poignée d'États. Il comble un vide évident pour les électeurs qui ne peuvent pas, en toute bonne conscience, soutenir un Biden malade ou un Trump qu'ils considèrent comme inapte à la présidence en raison de son caractère ou de son comportement (ils n'aiment pas ses tweets). Non seulement M. Kennedy s'est vu refuser l'accès au débat télévisé de CNN, mais il s'est également vu refuser (par la Maison Blanche de Biden) le type de protection des services secrets dont de nombreux autres candidats à la présidentielle ont bénéficié dans le passé. Le fait que son père, Robert Kennedy, et son oncle, le président John F. Kennedy aient tous deux été assassinés rend ce refus de protection particulièrement dangereux. Cela signifie également que RFK Jr. a dû utiliser environ 25 % de ses dons de campagne pour engager sa propre protection personnelle, ce qui l'a encore plus désavantagé dans la campagne.

Les États-Unis continuent donc de s'accrocher à une politique binaire : la présomption selon laquelle un seul des deux principaux partis politiques pourrait être élu président et qu'aucun autre candidat ne mérite l'attention du public. . . ce qui, bien entendu, devient une prophétie auto-réalisatrice. Si seuls Trump et Biden sont vus à la télévision, si leurs histoires sont les seules racontées par les grands médias, la probabilité qu'un candidat tiers ou indépendant soit élu est très faible. Jamais impossible.

Au Canada, même si nous sommes beaucoup plus disposés à reconnaître une multitude de partis, nous opérons pour la plupart selon les mêmes présomptions. Les libéraux et les conservateurs sont considérés comme les seuls partis possibles pour former le gouvernement lors des prochaines élections. M. Poilievre et M. Trudeau sont les seuls chefs de parti dont les commentaires quotidiens sont discutés et analysés au journal télévisé du soir de notre radiodiffuseur national financé par l'État, avec une référence occasionnelle à M. Singh ou à Mme May. En opposant constamment les politiques des conservateurs et des libéraux, CBC, CTV, le Globe and Mail, etc. donnent essentiellement aux électeurs et aux contribuables l'impression qu'ils n'ont en réalité que deux choix.

Cela ne rend pas seulement un mauvais service aux petits partis (dont le PHC du Canada), mais aussi un très mauvais service aux électeurs qui méritent de savoir ce que nous défendons et comment nous pouvons les aider à réaliser le genre de Canada qu'ils désirent : un Canada sans dette, prospère, et respectueux de la vie humaine et des valeurs familiales. Apprenez-en davantage sur nous sur chp.ca. Vous avez plus de deux choix!

Notes de bas de page

¹ www.youtube.com/watch?v=tUVkE73kgVY

² en.wikipedia.org/wiki/United_States_Electoral_College

³ x.com/RobertKennedyJr/status/1806462171892895808

⁴ www.cnn.com/2024/05/16/politics/nicole-shanahan-robert-kennedy-abortion/index.html

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent officiel du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
